

de Français font leurs études. Ce serait une déclaration de principes, un conseil donné indirectement aux familles. Les familles profiteraient-elles du conseil ? Les études classiques seraient-elles moins à la mode, parce qu'elles auraient un vernis d'aristocratie ? Ne laisserait-on pas subsister la fausse hiérarchie sociale qu'il faudrait cesser au moins de reconnaître et de consacrer ? Les professions libérales ne conserveraient-elles pas leur rang usurpé ? Si le latin est inutile, pourquoi continuer à l'enseigner ? S'il est utile, pourquoi l'enseigner à un plus petit nombre de jeunes gens ? C'est, direz-vous, qu'il est utile au petit nombre seulement. J'ai essayé de prouver que ce petit nombre même aurait besoin d'une éducation plus moderne.

Ne vous y trompez pas ; tant que vous aurez un enseignement secondaire classique, vous n'aurez pas d'autre enseignement secondaire. Mettez en présence des lycées latins et des lycées français : les premiers attireront les meilleurs maîtres et les meilleurs élèves ; le pli est pris. Le gouvernement ne se préoccupera point de relever les études dans les seconds, estimant que les autres fournissent au pays l'élite intellec-

tuelle dont il a besoin. En vain décréterez-vous l'égalité : vous ne la mettrez pas dans vos programmes. Et si vous vouliez l'y mettre, il faudrait commencer par abolir ce nom d'enseignement spécial, qui n'est pas exact, et qui traîne avec lui le souvenir d'une origine obscure et d'une longue humilité.

Je ne parle pas du système qui consiste à établir deux ou trois étages d'enseignement dont le plus élevé serait l'enseignement classique, où l'on accéderait par le concours. Les meilleurs élèves de l'école primaire recevraient l'enseignement spécial ; les meilleurs élèves de l'enseignement spécial recevraient l'enseignement classique. Il ne nous resterait plus rien à envier aux Chinois, et nous aurions enfin un mandarinat tout à fait organisé sur le meilleur modèle. Le latin ne serait plus seulement un moyen de parvenir ; ce serait aussi une récompense qu'il faudrait mériter. Les jeunes gens laborieux et intelligents auraient l'honneur de faire connaissance avec les déclinaisons ; les paresseux et les pauvres d'esprit seraient condamnés à suivre des programmes plus modernes ; ce serait peut-être une manière de rétablir l'éga-

lité; on infligerait Lhomond aux esprits les plus vigoureux comme une surcharge.

Abandonné par l'État, le latin trouvera un asile dans les séminaires. Il y est à sa place, puisque c'est en latin que le clergé catholique s'adresse à Dieu. Doit-on craindre que les rivaux de l'Université profitent de la révolution pour lui faire une concurrence tout à coup plus redoutable? J'ose croire que les études classiques ne garderont pas longtemps la vogue, quand elles auront cessé de mener à la conquête d'un diplôme privilégié. Il n'est point de réformes qui plaisent à tout le monde : les plus utiles, les mieux justifiées soulèvent parfois l'opposition la plus vive, mais une opposition que le temps et l'expérience ne tardent pas à désarmer. Les habitudes que choque le progrès, commencent par résister avec vigueur, mais elles s'affaiblissent assez vite, si c'est bien au progrès qu'elles résistent. Il en est des nouvelles méthodes comme des nouvelles doctrines; si les premières sont bonnes et les secondes vraies, on peut sans crainte prêcher les unes et adopter les autres; les objections les plus spécieuses perdront bientôt toute leur force.

Il ne faut pas exagérer les difficultés pratiques; il ne faut pas non plus en méconnaître l'importance. Le plus grave problème, c'est le problème du personnel. On ne peut espérer que les professeurs se remettent à l'école pour se rendre capables d'enseigner ce qu'ils ont jusqu'ici négligé; on ne voit pas où trouver assez de maîtres imbus de l'esprit nouveau pour remplir toutes les chaires. Remarquons cependant que nous n'avons presque rien à changer pour les sciences, que les professeurs d'histoire et de géographie n'auront pas à se plaindre de la réforme, que les professeurs de belles-lettres conservent le cours de littérature française. Pour les langues vivantes, on obtiendra promptement le personnel nécessaire en substituant des bourses de séjour à l'étranger aux bourses de licence et d'agrégation, trop rapidement multipliées depuis quelques années. Plus d'un parmi les jeunes candidats accueillerait avec plaisir une innovation qui lui ferait prendre l'air, et serait charmé d'avoir à passer quelque temps en Angleterre ou en Allemagne.

Après tout, les questions de personnel ne sont jamais que des questions accessoires. Toute révolu-

tion considérable dans le commerce ou dans l'industrie impose de pareils sacrifices et soulève de pareilles difficultés. Quand on a remplacé par les chemins de fer le roulage et la poste aux chevaux, que sont devenus les rouliers et les postillons ? Où a-t-on trouvé des employés, des mécaniciens et des chauffeurs pour le service des compagnies nouvelles ? L'État ne peut ni abandonner ni congédier ses serviteurs sans dédommagement, mais il peut leur demander de se prêter à une transformation dont il a reconnu la nécessité. Il serait étrange qu'un gouvernement qui jugerait le latin inutile s'obstinât à l'imposer à la jeunesse française pour ne pas contrister une catégorie de fonctionnaires, si sympathique qu'elle fût. De quel cœur les professeurs feraient-ils la classe, s'ils se disaient qu'on leur donne des élèves à instruire pour leur propre divertissement, et non dans l'intérêt des élèves, si le grand maître de l'Université leur adressait, pour les encourager, ce discours touchant : « Les langues anciennes ne servent à rien, mais, puisque cela vous amuse, je vous charge de les enseigner à des enfants qui auraient pour tant mieux à faire. » La décadence actuelle des

études classiques doit avertir les maîtres du sort qui attend les vieux programmes. Plus d'un sans doute est déjà résigné, et préférerait peut-être, sans se l'avouer, une fin subite à cette lente agonie du latin. « J'aimerais mieux, disait » un homme d'esprit, apprendre l'art de faire » des souliers à des élèves qui s'y intéresseraient, que les belles-lettres à des indifférents. » Deux ou trois disciples attentifs suffisent-ils à compenser le morne ennui d'une classe où les enfants ne travaillent que pour le diplôme, quand ils travaillent ? Ne vaut-il pas mieux appliquer à des objets nouveaux un zèle qui sera enfin fécond, que d'exercer jusqu'à la mort, au nom et pour le compte de l'État, l'ingrate profession de fabricant de bacheliers à la mécanique ?

On n'attend pas de moi que j'entre dans le détail des voies et moyens. Il y a plus d'un chemin qui mène au but ; le choix dépendra des circonstances, de l'état de l'opinion, du plus ou moins d'empressement que l'Université, d'une part, le public, de l'autre, mettront à accueillir la réforme. Devra-t-on introduire graduellement les nouveaux programmes dans tous les établissements de l'État, en commençant par les basses

classes, ou les transformer les uns après les autres, de façon à réunir sans peine, dès le début, un personnel capable et zélé, mais au risque de laisser au latin des forteresses d'où on le délogera plus malaisément ? Ce qui est clair, c'est qu'il faudra sans retard débarrasser des langues mortes les écoles spéciales, et tout d'abord bannir de l'École de droit les Pandectes et les Institutes. Permettons-nous que Justinien essaie encore une fois de reconstituer l'empire d'Auguste ?

Jusqu'à quel point la révolution de l'enseignement secondaire doit-elle s'étendre à l'enseignement supérieur ? Les futurs professeurs ignorent-ils le grec et le latin ? Ne deviendraient-ils pas ainsi incapables d'étudier les littératures classiques, l'histoire ancienne et l'histoire du moyen âge ? Il n'est pas nécessaire que les professeurs soient à l'avenir ce qu'ils ont été jusqu'à présent, de bons élèves de rhétorique qui redoublent plusieurs fois leur rhétorique. Rien ne s'oppose à ce qu'ils reçoivent une culture spéciale, profondément distincte de celle qui sera donnée aux jeunes gens en vue des autres carrières. Il ne faut pas plus sacrifier le recrutement du corps enseignant à la manie de l'uniformité

que l'intérêt de la masse aux besoins particuliers du corps enseignant. Les cours destinés à former les maîtres commenceront plus tôt et finiront plus tard ; ils ne dépasseront pas pour cela la durée des études médicales.

Encore une fois, le ministre qui entreprendra cette grande réforme devra, malgré l'appui des Chambres, s'attendre à soulever une tempête, et se cuirasser d'avance contre les injures. On le traitera de barbare et de sacrilège. Beaucoup de lettrés éminents protesteront avec autorité ; beaucoup de demi-lettrés affecteront de se joindre à eux. L'opposition conservatrice sera sincèrement indignée ; le clergé tentera de mettre à profit ce qu'on appellera l'abdication de l'Université. On gagnera cependant la partie, et l'opinion publique se prononcera d'une manière durable en faveur des nouveaux programmes, pourvu qu'ils soient appliqués sérieusement. Il importe surtout que la transformation des études ne soit à aucun degré l'affaiblissement des études, que le progrès utilitaire n'ait pas l'air d'une décadence intellectuelle. Plus que jamais, il sera nécessaire de purger les classes des élèves incapables, de rehausser la valeur des diplômes par

la sévérité dans les examens. Plus que jamais on aura besoin de maîtres qui prennent leur tâche à cœur, qui aient conscience non seulement de l'utilité, mais de la beauté de ce qu'ils enseignent. Mieux vaudrait marcher lentement que d'engager la bataille avec des troupes hésitantes ou désaffectionnées. C'est surtout en pareille matière que les meilleures lois sont stériles, si elles ne sont cordialement appliquées, et que le despotisme administratif est impuissant.

Quand on aura délivré les générations nouvelles du fardeau des langues mortes, la tâche ne sera qu'à moitié accomplie; il restera à émanciper l'enseignement. Créée par un despote pour mettre la discipline dans les esprits, l'Université n'a de raison d'être que dans une société où la tutelle du pouvoir est patiemment supportée par les citoyens. Peut-être n'en sera-t-il pas toujours ainsi. Peut-être serons-nous un jour aussi amoureux de la liberté que nous sommes épris de l'unité et du règlement. Si la démocratie française échappe aux Jacobins et aux socialistes, ces champions de l'omnipotence de l'État, un temps viendra où la dignité humaine se révoltera contre la tyrannie des bureaux. On se deman-

dera si un ministère de l'instruction publique est beaucoup plus nécessaire à un peuple adulte qu'un ministère de l'alimentation publique ou de la morale publique. L'éducation de la jeunesse, si elle est soustraite à la compétence du gouvernement et restituée aux délégués directs des familles, ne sera pas pour cela livrée beaucoup plus que maintenant au mercantilisme. Les collèges, les Facultés, les grandes écoles deviendront des corps indépendants, vivant d'une vie propre, enrichis par les dons et legs, qui abonderont en France comme ailleurs, quand l'État cessera de menacer toutes les fondations libres par son ingérence et sa rapacité. Ou bien ce seront des institutions locales, soutenues et contrôlées par les villes, les départements, les provinces.

Mais nous n'en sommes pas là, et la réforme de l'instruction publique est encore une affaire d'État.

FIN.